

## Séance publique du jeudi 19 février 2015

Convoqué le vendredi 13 février 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 19 février 2015 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Christian DUMONT, France JAMET, Anne Louise KNAPNOUGEL, Mustapha MAJDOUL, Véronique PEREZ.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ.

## FONCIER

### Convention d'occupation précaire Ville - Société ASF Requalification de l'autoroute A9

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique et à la cessibilité concernant le projet d'ASF relatif à la requalification de l'autoroute A9 s'est déroulée au mois de novembre 2014.

Ce projet de requalification consiste en l'aménagement d'ouvrages de protection de la ressource en eau et d'ouvrages de protection contre les nuisances sonores sur les communes de Lattes et de Montpellier.

ASF sollicite la prise de possession anticipée du parcellaire propriété de la Ville concerné par le projet. Il s'agit des parcelles cadastrées SC 24p pour 202 m<sup>2</sup>, SC 25p pour 1025 m<sup>2</sup>, SC 102p pour 4 m<sup>2</sup>, SC 104p pour 4634 m<sup>2</sup>, SE 36p pour 273 m<sup>2</sup>, SI 47p pour 11 m<sup>2</sup> et la parcelle cadastrée section BR 1p pour 633 m<sup>2</sup> située sur la commune de Lattes.

Par délibération du 6 novembre 2014, le conseil municipal a adhéré au projet mais a fait connaître son avis défavorable à l'implantation d'un bassin de rétention des eaux de ruissellement au nord de l'autoroute A9 et au sud de la ZAC Port Marianne-Rive gauche, du fait de sa mauvaise intégration paysagère et de sa situation dans la transparence hydraulique « Lez-Lironde » (parcelles SC 24, 25, 102 et 104).

La Ville et la Communauté d'agglomération – devenue métropole depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 – ont demandé qu'une alternative soit trouvée par le maître d'ouvrage en vue d'une nouvelle implantation de ce bassin, au sud de l'autoroute A9.

Afin de permettre d'anticiper le démarrage partiel des travaux avant régularisation d'un acte authentique de cession, une convention d'occupation précaire au profit d'ASF pourrait être signée pour les parcelles cadastrées SE 36p pour 273 m<sup>2</sup>, SI 47p pour 11 m<sup>2</sup> à Montpellier et sur la parcelle cadastrée section BR 1p

pour 633 m<sup>2</sup> située sur la Commune de Lattes, ces parcelles n'étant pas concernées par la réalisation du bassin de rétention que la Ville ne souhaite pas voir implanté comme ASF l'envisage.

Compte tenu de l'intérêt général du projet autoroutier, il est proposé que ladite convention soit conclue à titre gratuit.

**En conséquence il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les termes de la convention d'occupation précaire à titre gratuit ci-jointe au bénéfice de la Société ASF, mandataire de l'Etat, concernant les parcelles cadastrées SE 36p pour 273 m<sup>2</sup>, SI 47p pour 11 m<sup>2</sup> situées sur le territoire communal, et la parcelle cadastrée section BR 1p pour 633 m<sup>2</sup> située sur la commune de Lattes ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer ladite convention et tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil Adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 20 février 2015**